

Face à la Russie, ce n'est pas en paroles qu'il faut réagir, mais en actes, sans crier gare

Françoise Thom Françoise Thom

Après la « claque infligée » au chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, le 5 février, à Moscou, l'universitaire spécialiste de la Russie préconise une politique « résolue de sanctions dures » de l'Union européenne contre le Kremlin

S' il est une leçon que l'on peut tirer de la visite calamiteuse du chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, à Moscou, le 5 février, c'est qu'il est temps pour l'Union européenne (UE) de repenser de fond en comble sa politique russe. Car le comportement de Moscou à cette occasion a révélé une chose : le Kremlin considère désormais que l'UE est moribonde et qu'on peut impunément rouer de coups le lion devenu vieux. Mais ce n'est pas parce qu'il se tournerait vers la Chine, comme le ressasse l'orchestre de Moscou. C'est parce qu'une autre structure européenne, patiemment construite par la Russie depuis des années, est prête à prendre la relève.

Il s'agit du réseau des relations bilatérales tissé par le Kremlin avec les principaux pays européens, grâce auquel la Russie espère acquérir une place centrale et prépondérante en Europe. La France ne cesse d'appeler à un « partenariat stratégique » avec Moscou ; les successeurs présumés d'Angela Merkel ont les yeux fixés sur les juteux contrats que le Kremlin fait miroiter devant eux. L'Angleterre, seul pays considéré comme réfractaire par la Russie, est maintenant hors jeu grâce au Brexit. Le traitement humiliant démonstrativement infligé à Josep Borrell montre que le Kremlin entend désormais faire de la question russe un « bouton » contre ce qu'il reste de l'Union européenne.

Il est par conséquent urgent pour l'Union de formuler une politique russe cohérente qui permette de resserrer les rangs et d'éviter à l'avenir les désastres comme celui auquel nous venons d'assister. Pour cela, il faut d'abord se débarrasser des clichés qui nous collent à la peau et qui défilent déjà de nouveau, quelques jours après la volée de bois vert infligée à M. Borrell : « Il faut maintenir le dialogue », « le mur du silence n'est pas une option », il faut « trouver des domaines où la coopération est possible », les Occidentaux ont « humilié la Russie », etc. Ce genre de rhétorique a persuadé Moscou qu'on peut souffleter les Européens, et qu'ils tendront l'autre joue. Ceux qui préconisent le « dialogue » ne voient pas que toute main tendue de l'Occident est perçue en Russie soit comme une agression camouflée – l'expression du projet prêté à l'Occident de « démembrer la Russie » pour mettre le grappin sur ses richesses –, soit comme le signal d'une disposition à la capitulation de « l'adversaire » (car le Kremlin considère comme des adversaires tous les pays qui ne sont pas des dictatures).

Paranoïa et arrogance

Il résulte de ceci que toute démarche des Occidentaux à l'égard de la Russie se retournera contre eux. Une bonne politique russe est une politique où on en fait le moins possible, où l'on parle le moins possible, une politique d'isolement, sans les déclarations fracassantes, sans les menaces creuses, qui nourrissent à la fois la paranoïa et l'arrogance des occupants du Kremlin. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faille pas marquer le coup quand Moscou pratique le fait accompli, agresse ses voisins ou se livre à des répressions. Toutefois, ce n'est pas en paroles qu'il faut réagir mais en actes, et en actes mis en place sans crier gare, à la manière des opérations spéciales qu'affectionne le président Poutine. Si nous nous donnons le luxe d'être imprévisibles, Poutine cessera de jouer sur le velours. Ceci concerne avant tout les sanctions. On nous dit que les sanctions sont inutiles, qu'elles permettent au régime de provoquer un sursaut patriotique autour du pouvoir ; on laisse entendre que les sanctions sont imposées par les Etats-Unis à une Europe qui ne demanderait pas mieux que de manifester son

« indépendance » en pratiquant une politique accommodante avec Moscou, bref que les Européens doivent être « réalistes », privilégier leurs « intérêts », assurer leur « sécurité énergétique » en soutenant le Nord Stream 2 [*projet de gazoduc entre la Russie et l'Allemagne*].

Justement, soyons « réalistes » et réfléchissons où sont nos vrais « intérêts », sans que le Kremlin nous dicte le sens qu'il faut attribuer à ces termes. D'abord, contrairement à ce qu'on ne cesse de prétendre, les sanctions marchent, et c'était déjà le cas à l'époque soviétique. Les archives montrent qu'elles ont dissuadé Khrouchtchev de pratiquer l'escalade au moment de la crise de Berlin [*entre 1958 et 1962*], qu'elles ont dissuadé Brejnev et Andropov d'intervenir en Pologne en 1981 [*au moment des grèves massives conduites par le mouvement Solidarnosc*]. Si des sanctions sérieuses avaient été adoptées après le démembrement de la Géorgie en 2008, au lieu du pathétique « reset » [*la relance des relations russo-américaines voulue par le président Obama*], on aurait évité l'annexion de la Crimée en 2014.

Viser les oligarques

Mais venons-en aux relations économiques, dont on nous assure qu'elles vont permettre un rapprochement entre l'Europe et la Russie. C'est oublier que pour Moscou, les relations d'affaires sont avant tout un instrument de projection de la puissance et de l'influence russe. En devenant le fournisseur de pétrole et de gaz de l'Europe, le Kremlin se crée de puissants oligarques au sein des élites politiques occidentales, qui, comme les oligarques russes, sont autorisés à s'enrichir à condition de servir Moscou. Les grandes sociétés faisant des affaires en Russie deviennent les vecteurs de la politique russe en Europe.

Quant à la « sécurité énergétique » qu'assurerait le Nord Stream 2, souvenons-nous de la manière dont le Kremlin ferme les robinets du gaz aux pays de « l'étranger proche » qui ont le malheur de lui déplaire. L'Europe a-t-elle vraiment « intérêt » à se passer la corde au cou ? A-t-elle « intérêt » à augmenter les flux financiers vers la Russie, quand on sait que ces ressources vont alimenter la guerre hybride menée contre les Occidentaux, acheter notre classe politique, nos médias et nos think tanks, financer le déploiement de nouveaux missiles braqués contre l'Europe ? Les sanctions sont un outil efficace, surtout si elles visent les oligarques et les *siloviki* [*soit « les hommes en uniforme », issus des services de sécurité russes – le KGB, puis le FSB*] proches du pouvoir, ou si elles entravent le développement des secteurs de puissance de la Russie (énergétique et armement), les seuls qui comptent aux yeux du Kremlin. Une politique résolue de sanctions dures obligerait les hommes du Kremlin à se demander si la politique de confrontation voulue par le président Poutine est vraiment conforme aux intérêts nationaux russes.

La claque infligée à Josep Borrell n'est pas seulement l'expression d'un mouvement d'humeur du Kremlin, mécontent du soutien étranger à l'opposant Alexeï Navalny. Elle jette une lumière crue sur un aspect essentiel de la stratégie de la Russie. Il s'agit de faire une démonstration éclatante de la faiblesse des Occidentaux, pour hâter l'avènement d'un ordre ou, plutôt, d'un désordre international postoccidental. C'est un signal lancé à Xi Jinping, Erdogan et consorts : voyez, nous pouvons impunément nous essuyer les pieds sur l'UE et elle passera par nos volontés.

C'est pourquoi, si nous voulons éviter que Poutine fasse des émules, la première règle que les Européens doivent adopter est de ne plus faire étalage de leur faiblesse et de leur désunion, de riposter sans tarder aux humiliations publiques et aux provocations. Mieux vaut agir sans parler que parler sans agir. Dans le monde de voyous qui nous entoure, il est temps que l'UE apprenne à se faire craindre.

Françoise Thom est historienne, spécialiste de la Russie, et autrice de « Comprendre le poutinisme » (Desclée de Brouwer, 2018)